



► mais militent dans des associations, signent des pétitions, participent à des collectifs, des boycotts, ou encore occupent des zones à défendre. A leurs yeux, le vote n'est pas un devoir, mais un choix conjoncturel, selon la nature du scrutin, son contexte. Les professionnels de la politique, eux, restent figés dans des discours et des attitudes qui n'ont guère évolué depuis trente ou quarante ans : ils exhortent les citoyens à voter comme si l'autorité verticale et la confiance dans les élites allaient toujours de soi. Se creuse ainsi un hiatus grandissant entre des citoyens qui veulent s'impliquer, sans s'en laisser conter, et des élus cadennassés dans leurs appareils de parti et leurs institutions. Même Emmanuel Macron, qui a tenté un mode de mobilisation participatif, horizontal et hors parti, prétend in fine incarner la figure traditionnelle de l'homme providentiel.

En quoi le contexte historique qui entoure le passage de l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte exerce-t-il une influence durable sur nos choix et nos valeurs ?

Comme le disait l'historien Marc Bloch : « Les hommes sont plus les fils de leur temps que de leur père. » L'intérêt pour la politique s'élève avec le niveau de formation, mais les cohortes du baby-boom, marquées par la phase d'intense mobilisation autour de Mai-68, manifestent un attrait particulier pour le sujet et aiment à en débattre. A l'inverse, sous l'effet de la crise et du rapprochement des programmes économiques mis en œuvre par la gauche et la droite, les cohortes suivantes manifestent une défiance plus élevée qu'attendue envers l'offre politique. Elles sont plus distantes et volatiles dans leurs choix, c'est pourquoi candidats et partis pourront de moins en moins compter sur un électorat mobilisable et fidèle.

Contrairement à une idée assez répandue, on ne deviendrait pas davantage conservateur à mesure que l'on vieillit ?

Le cliché « les jeunes votent à gauche, puis, en vieillissant, ils passent à droite » ne se vérifie pas. Il est

vrai que les générations les plus récentes sont les plus ouvertes et tolérantes, qu'il s'agisse du regard porté sur les minorités sexuelles ou ethniques ou encore vis-à-vis de la peine de mort. Mais ce n'est pas une question d'âge, c'est une question d'époque. En croisant quarante ans d'enquêtes d'opinion, on s'aperçoit que les valeurs qui sont les nôtres demeurent assez stables tout au long de la vie et lorsqu'elles s'infléchissent, c'est plutôt dans le sens d'une plus grande tolérance, accompagnant un mouvement général de la société. Ainsi, l'acceptation du droit à l'IVG pour les femmes s'est accrue y compris chez les plus âgés. Ceux-ci se montrent également plus enclins à reconnaître l'immigration comme une source d'enrichissement culturel. De même, dire que les ouvriers se tournent vers le Front national, comme s'ils basculaient de la gauche à l'extrême droite, est une simplification. Les générations plus anciennes d'ouvriers n'ont pas varié dans leurs opinions et continuent à voter largement à gauche, simplement, leur tranche d'âge devient peu à peu minoritaire. Et les plus jeunes n'ont ni les mêmes repères ni les mêmes priorités. Ils n'ont jamais connu les Trente Glorieuses et leurs luttes syndicales, mais plutôt l'intérim et la précarité. Selon les scrutins et les événements du moment, ils choisissent la gauche ou l'extrême droite, à l'image de leur génération qui, dans son ensemble, rejette davantage la droite traditionnelle.

Le racisme fondé sur des préjugés biologiques est en voie de disparition, mais il se voit remplacé, dites-vous, par un rejet « culturel » de l'autre, particulièrement hostile aux musulmans ?

En 1946, seuls 37% des Français estimaient qu'« un juif est aussi français qu'un autre Français » ; en 2014, ils étaient 86%. Dans les années 1950-60, la notion de races faisait partie du sens commun, aujourd'hui à peine 8% des personnes interrogées considèrent qu'il existe « des races supérieures à d'autres ». Mais si l'autre n'est plus biologiquement différent, ses manières de vivre et de penser sont jugées trop éloignées des nôtres pour être compatibles. Une chose me frappe à cet égard : lorsqu'on interroge les personnes qui se reconnaissent xénophobes à propos des différentes pratiques de la religion musulmane qui leur paraissent ou non acceptables, elles les refusent toutes, du voile à la prière, en passant par l'interdit sur l'alcool ou sur le porc. Autrement dit, pour une partie de la population française, c'est la pratique de la religion musulmane en elle-même qui est inacceptable. Pour autant, quand ils sont interrogés sur leurs priorités, les Français répondent toujours « chômage, partage des richesses, salaires ». Si ces sujets sont devenus moins présents dans le débat, c'est que, depuis le virage « réaliste » de la gauche et l'acceptation du modèle de l'Etat-providence par la droite, le personnel politique a lui-même choisi de mettre en avant les questions culturelles et identitaires. ■

VINCENT TIBERJ enseigne la sociologie à Science-Po Bordeaux. Spécialiste du vote et des comportements électoraux, il s'intéresse aux systèmes de valeurs, aux préjugés et à l'intégration des populations immigrées. Il vient de publier « les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique », aux PUF.